

ECONOMIE 1 1 – L'INFLATION ET LA POLITIQUE DE STABILITÉ DES PRIX

1. DÉFINITION ET MESURE DE L'INFLATION

Pour qu'il y ait inflation, il est indispensable que trois conditions soient remplies :

- qu'il y ait hausse des prix ;
- que cette hausse des prix soit généralisée, c'est-à-dire qu'elle affecte tous les biens et services
- que cette hausse soit durable, c'est-à-dire qu'elle soit prolongée dans le temps.

C'est l'indice des prix à la consommation (IPC) publié chaque mois par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) qui mesure le niveau général des prix. L'indice des prix de l'INSEE est un indicateur conjoncturel qui permet de porter une appréciation sur les résultats de la politique économique et joue un rôle essentiel dans les négociations salariales. Pour mesurer l'évolution des prix de chaque pays européen et effectuer des comparaisons, la Banque centrale européenne utilise un autre indicateur : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). Dans le cas de la France, l'IPC et l'IPCH ont des évolutions assez proches.

France : hausse des prix sans inflation

20/04/2010

Denis FERRAND

+ 1,6 % sur un an
Inflation en France (mars 2010)

L'année 2009 avait été marquée par la plus faible progression annuelle des prix (+0.1 % pour l'indice d'ensemble des prix à la consommation) observée depuis plus de cinquante ans. Après la stabilité des prix de 2009, l'annonce d'une hausse des prix à un rythme de 1,6 % sur un an au mois de mars souligne-t-elle que l'inflation s'installe à nouveau progressivement ? La réponse à cette question nécessite de décortiquer la dynamique récente des prix.



Des hausses de prix liées à des facteurs "exogènes"...

La progression de l'indice des prix à la consommation relève avant tout de choix de prix administrés (tabac) et de phénomènes « exogènes » à l'économie française. Ces derniers tiennent à des aléas climatiques ou à la vigueur de la reprise mondiale qui tire à la hausse les cours de la plupart des matières premières.

La hausse des prix à la consommation s'explique en premier lieu par la répercussion de la hausse des cours du baril (+62 % sur un an quand ils sont exprimés en euros) sur les prix des produits énergétiques. Ces derniers progressent de 9,9 % sur un an. A eux seuls, ils

expliquent 45,6 % de la hausse de prix à la consommation observée alors qu'ils n'entrent qu'à hauteur de 7,3 % dans la composition du panier de biens servant de référence au calcul de l'indice. Ensuite, les prix des produits alimentaires frais progressent de 5,5 % sur un an, contribuant à plus 6,8 % à la hausse des prix observée. Enfin, les prix du tabac progressent de 6 % sur un an.

... mais pas de dynamique inflationniste

Les prix des produits manufacturés reculent sur un an. En progressant de 1,7 % sur un an en mars, les prix des services consommés par les ménages affichent la plus faible hausse observée depuis le début de la décennie 2000. Le ralentissement de la hausse des salaires nominaux (1,9 % sur un an pour le salaire mensuel de base) comme la persistante faible utilisation des capacités de production dans l'industrie sont autant d'éléments bridant l'entrée dans un cercle inflationniste.

D'origine essentiellement extérieure, cette hausse de prix occasionne ainsi un prélèvement sur le pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'économie et non une redistribution entre les acteurs de l'économie. Surtout, elle n'est aucunement une manifestation d'un retour prématuré de l'inflation.

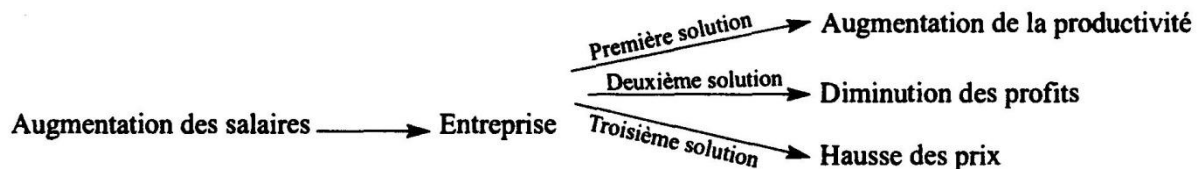
<http://www.coe-rexencode.fr/public/Analyses-et-previsions/A-noter/France-hausse-des-prix-sans-inflation>

2. DES EXPLICATIONS NOMBREUSES

A – L'INFLATION PAR LES COÛTS

Il y a inflation par les coûts lorsque la hausse des prix trouve son origine dans une augmentation des coûts de production.

- a. Cette hausse peut résulter, tout d'abord, d'une augmentation des salaires. Les chefs d'entreprise peuvent absorber cette augmentation par une amélioration de la productivité (production supérieure obtenue avec les mêmes facteurs de production) ou par une diminution de leurs profits, mais, la plupart du temps, ils choisiront une troisième solution, la plus facile, répercuter la hausse des salaires sur leurs prix.



Cette hausse des prix provoquera de nouvelles demandes d'augmentations salariales. Si celles-ci sont accordées, on s'engage alors dans la spirale inflationniste salaires-prix-salaires. L'inflation est ici la conséquence d'un conflit entre salariés et chefs d'entreprise pour le partage des richesses.

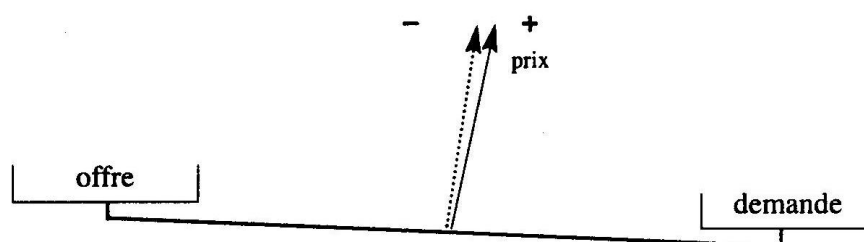
- b. Les coûts de production peuvent aussi augmenter sous la pression des prix des produits importés, particulièrement des matières premières et des produits énergétiques. Ainsi, la France a connu en 1974 et en 1979-1980 deux chocs pétroliers (très fortes augmentations du prix du pétrole) qui ont été à l'origine de deux fortes poussées inflationnistes.

B – L'INFLATION PAR LA MONNAIE

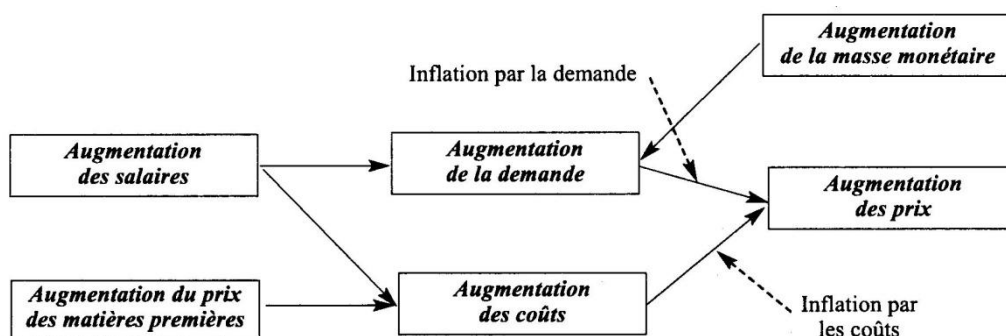
Quand les banques créent beaucoup de monnaie en distribuant des crédits alors que la production ne progresse pas, les prix augmentent et la monnaie perd sa valeur. Cette explication porte le nom de théorie quantitative de la monnaie.

C – L'INFLATION PAR LA DEMANDE

Il y a inflation par la demande lorsque la demande globale (biens de consommation ou biens de production) est supérieure à l'offre globale. L'excès de demande par rapport à l'offre peut être dû à l'accroissement de la masse monétaire ou à une autre cause : augmentation des revenus, croissance de la population, utilisation de l'épargne...



Dans la réalité, les différentes causes (inflation par les coûts, par la demande, inflation monétaire) sont difficiles à isoler.



3. LES CONSÉQUENCES DE L'INFLATION

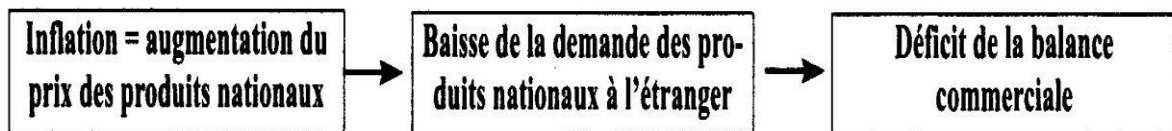
A – LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

1. Les conséquences sur la consommation

À condition de rester dans des limites acceptables, l'inflation favorise la consommation des ménages et donc la croissance économique. En effet, les ménages s'attendent à des hausses de prix et accélèrent leurs achats.

2. Les conséquences sur le commerce extérieur

L'inflation rend les produits d'un pays plus chers, et donc moins compétitifs sur les marchés étrangers, ce qui diminue le volume des exportations et provoque un déficit de la balance commerciale.



B – LES CONSÉQUENCES SOCIALES

L'inflation est à l'origine d'une vaste redistribution cachée des revenus.

En effet, les revenus ne s'adaptent pas tous également à la hausse des prix.

Les principaux perdants sont les titulaires de revenus fixes ou de revenus qui augmentent moins vite que l'inflation : épargnants, salariés mal défendus.

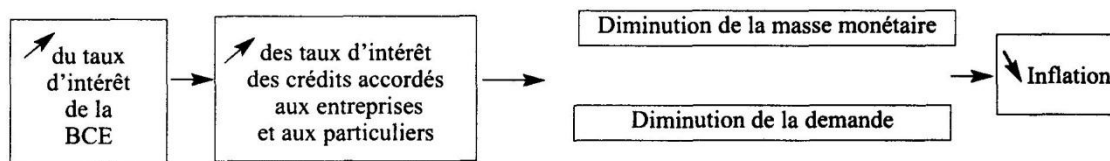
Les gagnants sont les emprunteurs, qui voient le poids réel de leur dette s'alléger, et certaines entreprises qui peuvent augmenter leurs prix de vente.

4. LA POLITIQUE DE STABILITÉ DES PRIX

A – LES POLITIQUES TRADITIONNELLES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

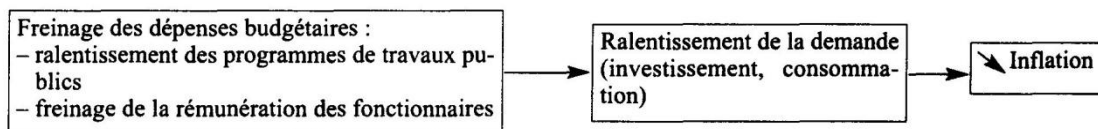
1. La politique monétaire

La politique monétaire consiste pour l'État à limiter la masse monétaire en circulation. Pour diminuer le volume des crédits distribués par les banques, source principale de la création monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) augmente ses taux d'intérêt (appelés taux directeurs). Les banques commerciales, ou ordinaires, vont répercuter la hausse de ces taux sur les prêts accordés aux entreprises et aux particuliers. Ces derniers vont donc demander moins de crédits.



2. La politique budgétaire

Pour lutter contre l'inflation, l'État freine ses dépenses ; il réduit ses programmes de travaux publics et limite les rémunérations des fonctionnaires.



Cette politique est difficile à mettre en place, car aucun ministère ne veut voir diminuer ses dépenses.

3. La politique des revenus

Le gouvernement peut « surveiller » ou même bloquer les revenus pendant une certaine période s'il estime que des hausses excessives de rémunérations sont à l'origine d'une inflation par la demande ou par les coûts. Mais ces mesures présentent des limites : d'une part, les revenus mixtes sont plus difficiles à contrôler que les salaires ; d'autre part, les différents agents économiques acceptent très difficilement la limitation de leurs revenus.

Après 1982 a été mise en place en France une politique de rigueur salariale (désindexation des salaires sur les prix) qui a permis de réduire le rythme de la hausse des prix.

4. Le contrôle et le blocage des prix

Le gouvernement peut aussi contrôler les prix en incitant les professionnels à signer des accords de modération ou procéder à un blocage momentané des prix.

Ces mesures sont délicates à mettre en œuvre, car les contrôles sont difficiles à effectuer ; de plus, un rattrapage à la fin de la période de blocage est toujours à craindre.

B – LA POLITIQUE STRUCTURELLE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

La difficulté d'obtenir des résultats satisfaisants avec les méthodes traditionnelles et la prise de conscience des causes structurelles de l'inflation ont amené les responsables de la politique économique à utiliser des moyens de lutte à plus long terme.

Les pouvoirs publics ont ainsi supprimé la réglementation des prix depuis le 1^{er} janvier 1987, de manière à renforcer la concurrence par les prix entre entreprises. Cette politique nécessite une lutte contre les pratiques anticoncurrentielles. C'est l'Autorité de la concurrence qui est chargée de sanctionner les ententes sauf quand elles débouchent sur un progrès économique.